

●●●

De quel réseau parlez-vous ?

J'y reviendrai. Je continue, donc, mon argumentation.

Le FLN s'est-il opposé à moi ? La déclaration publique : « Nous sommes maintenant dans l'opposition », une première dans l'histoire du parti du FLN, était une déclaration personnelle de son auteur et n'exprimait nullement la position majoritaire du FLN. Sinon pourquoi les députés FLN ont-ils voté tous les textes présentés par le gouvernement durant les six derniers mois de la législature ? Seuls les deux projets de loi sur le mensonge en politique et sur le mode de scrutin proportionnel proposé de concert avec les partis ont été, le premier enterré, et le second, amendé au profit du mode de scrutin majoritaire.

La direction politique du FLN s'est-elle opposée à moi ? C'est encore une fois une mystification, si vous visez l'écrasante majorité du bureau politique, du comité central (dont j'étais membre) et des députés de l'APN. Ai-je combattu le FLN ou l'un quelconque de sa direction politique ? Non jamais : les archives de l'APN et médiatiques audiovisuelles sont là pour en attester. J'ai, au contraire, défendu l'honneur du FLN et dénoncé l'injustice qu'on lui avait faite dans le passé, notamment en octobre 1988, quand il fut indûment montré comme responsable de nos malheurs. En réunion au comité central, j'ai demandé à la direction du FLN « de se démarquer autant de mon gouvernement que des gouvernements précédents ».

Ai-je combattu ou noirci le bilan ou l'action du gouvernement qui a précédé le mien ? Jamais : les archives de l'APN et médiatiques audiovisuelles sont là pour prouver ce que je vous dis.

Selon votre question, il y aurait eu un conflit entre deux acteurs institutionnels et une rivalité entre deux ambitions personnelles de pouvoir. Or, s'agissant des acteurs institutionnels, ils étaient visibles et agissaient à ciel ouvert : le gouvernement était tout à ses activités et sa mission ; la direction politique du FLN ainsi que ses élus étaient eux aussi à leurs activités normales. Mais il y avait aussi un troisième acteur, mon prédécesseur au gouvernement qui agissait, à l'abri de groupements informels, tissés depuis la mi-décennie 1980 en un réseau aussi informel, autour d'un projet de pouvoir. Nous y voilà, donc, au réseau sur lequel vous vous interrogez. Usant de moyens du FLN, de son nom et de ses structures, ainsi que d'autres ressources puisées au sein des médias publics et privés ou des services de sécurité, ledit réseau s'est employé à déstabiliser et ou à décrédibiliser quiconque se trouvait hors de son contrôle ou s'aventurait sur son terrain de chasse. Main basse faite sur des moyens de presse, ledit réseau a beau jeu de faire dire anonymement ce qu'il veut comme extravagances, contrevérités et clichés qu'il fabrique et diffuse sous formes d'écrits ou de rumeurs. Tout a été colporté sur des mois et relayé innocemment sur des années, devenant « vérités » communément admises ou idées reçues. D'où notamment les présupposés de votre question.

J'ai évoqué cela à visage découvert dans mon discours programme et désigné le réseau comme « forces responsables de la situation de détresse dans laquelle s'est trouvé le peuple algérien en 1988-1991 » tout en précisant que je « ne visais nullement le FLN en tant que tel ». Décrypter une situation aussi délibérément brouillée ici et maintenant, on ne peut qu'en dire tout ou pas assez. Je n'ai à blesser personne, ce n'est pas mon éthique.

La vérité prévaudra de toute façon avec ou sans moi. Si c'est si important, pourquoi ne pas confier à des universitaires en sciences politiques et sociales d'éplucher les archives de l'APN et les documents audiovisuels de l'époque, les discours et débats au sein de l'APN et aux rencontres avec les partis pour dégager la vérité des scories qui l'ensevelissent ? J'aurais préféré en rester à mes affirmations contre les leurs, sans plus d'explication. Car j'ai conscience que le seul fait d'accepter de répondre à votre question me fait rentrer dans un jeu politicien stérile des deux poids et deux mesures.

Ce n'est pas pour le plaisir que je vous pose ces questions. L'opinion publique a droit à un éclairage provenant d'une source authentique et responsable sur

cette période de l'histoire nationale...

Je m'y prête volontiers sauf que j'aurais souhaité un débat focalisé sur les idées et les faits, pas sur les hommes. Mais, soit vous faites référence à l'ambition de pouvoir en 1991, c'est bien Mouloud Hamrouche et ou moi-même que vous visez, n'est-ce pas ? Alors mettons à plat, là, cette hypothèse des ambitions qui brouille tant le reste. Je ne nourris aucune prévention de principe envers toute aspiration de quiconque à accéder à la magistrature suprême, même s'il ne suffit pas, pour s'en montrer digne, de désirer fortement la haute fonction et par tous les moyens. Bien que je n'aie été habité par aucun complexe vis-à-vis de la haute fonction publique, il se trouve, que de mon côté, ce genre de prétention n'a effleuré mon esprit la première fois qu'en octobre 1998 après que fut annoncée l'anticipation des élections présidentielles. Dans une contribution parue le 9 janvier 1999 dans les trois quotidiens, *El Khabar, Liberté* et *El Watan*, j'avais exposé « les idées que j'avancerais et défendrais, si toutefois le contexte national m'autorisait à concourir à la compétition nationale et si compétition il y a... »

En 1991, il ne pouvait donc être question de concurrence entre une ambition qui n'existait guère avec une autre ambition qui elle était déjà là, courante et activiste. Laissons donc le deuxième volet de votre question à ceux qui ont confectionné la fable de la rivalité de personnes instillant dans les esprits à force de mystifications répétées. Entre le réseau et moi — je le souligne, jamais entre le FLN en tant que tel et moi-même —, il existait, en effet, des différences majeures de nature et de contenus de projets ainsi qu'un abîme en matière d'éthique et de morale en politique. J'admets que l'on puisse considérer comme un manque d'habileté politique de ma part le fait de m'être toujours démarqué d'un jeu politicien où j'ai paru mêlé. C'est ainsi que je suis, même si c'est là une démarche qui n'est pas politiquement rentable. Je considère ce jeu comme mensonger et irresponsable, nuisible aux intérêts du pays.

Abdelhamid Mehri parlait à tort, dites-vous, d'un « combat de coqs » pour évoquer vos rapports avec Mouloud Hamrouche. Ce qui vous opposait à votre prédécesseur à la tête du gouvernement, c'est un combat entre deux projets politiques contradictoires ou une simple lutte pour le pouvoir ?

Vous revenez à la charge. Vous ne trouvez pas les discussions sur cette question plutôt byzantines ? Question projets ? Mon prédécesseur au gouvernement et moi-même étions dans des logiques qui étaient de natures incommensurables entre elles, lui dans une logique sous-tendue par un projet de carrière personnelle enrobé dans une posture fumeuse de prétendues réformes, moi dans une logique de projet social et de service public exempt de toute préoccupation de carrière. Dans ma contribution du 9 janvier 1999, j'évoquais l'hypothèse où il n'y aurait pas compétition et j'indiquais que je continuerais l'action publique en « donnant la main à un grand nombre d'Algériens qui ne demandent qu'à contribuer, de là où ils vivent, en Algérie ou à l'étranger, avec leurs moyens propres, à la réécriture de l'espoir ». Je conclus ma contribution en indiquant : « La présidence de la République n'était pas le seul endroit ni la seule façon, loin s'en faut, où on peut servir ce pays. »

J'ai été en désaccord avec les méthodes politiques et immorales du réseau, comme je l'ai dénoncé, c'est connu. En supposant que je fusse un « coq » je n'ai jamais pour autant combattu l'autre « coq » d'une quelconque façon : j'ai offert au président de quitter son gouvernement. Rien de plus. Je n'ai entrepris aucune action hostile contre lui, jamais, et encore moins eu recours contre lui à des moyens tordus qui ne sont pas de ma culture. Le discours programme prononcé à la tribune de l'APN, traitait, en 52 pages et 36 chapitres, des choix proposés par mon gouvernement sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays, comme ne l'a fait aucun gouvernement de la République. Ce programme était tellement centré sur les vrais problèmes présents et à venir du pays, que certains députés ont cru devoir m'interpeller : « Vous nous avez dit que vous étiez là pour préparer



Kasdi Merbah.

en six mois les élections législatives et voilà que vous nous présentez un programme comme si vous alliez être là pour l'éternité ! » Le discours programme appelait à consolider les acquis, à compléter les actions qui n'ont pu être réalisées et à corriger et à améliorer celles qui, pour de différentes raisons, n'ont pas obtenu les effets positifs escomptés. Avec pour ambition d'établir la saine tradition qui consiste à procéder régulièrement à l'établissement de l'évaluation objective de la situation réelle du pays dans tous les secteurs (...) par des autorités indépendantes du pouvoir

Est-ce là le discours de quelqu'un qui « ne regarde que le rétroviseur », qui fait un bilan négatif de ses prédécesseurs comme l'a prétendu le réseau ? Le fait de fournir des indicateurs financiers officiels élémentaires (endettement, réserves de changes problématiques du FMI et du rééchelonnement) aux partis, aux institutions et à l'opinion est jugé insupportable par ceux-là mêmes qui les ont cachées aux députés, aux ministres et même au président de la République. Comment peut-on être à ce point ennemi de la transparence, mère de toutes les réformes authentiques et prétendre en même temps détenir le monopole des réformes ? Ou alors sommes-nous en présence d'une prétendue réforme qui n'est qu'un habit que l'on arbore comme un chiffon avec lequel on parade avec ostentation ? Ou comme un cache-misère de la pensée politique, à l'abri duquel on s'autorise au passage toutes les turpitudes ? Vos lecteurs jugeront. Je n'ai pas eu l'idée d'être chef de gouvernement ; je n'ai été nullement sollicité dans ce sens, jusqu'à ce jour du 4 juin 1991 où le Président me pressentit pour les fonctions de chef de gouvernement, dans les conditions que j'ai relatées précédemment.

Contrairement à la prétention absurde de mon prédécesseur, je n'ai évidemment pas comploté pour être ministre ou chef de gouvernement, encore moins pour être président de la République. Le lendemain du retour de Mohamed Boudiaf en Algérie, la presse a publié cette déclaration d'un haut dignitaire du régime « C'est le roi Michel... Il en a pour un mois. » Rivalité personnelle ? Lutte pour le pouvoir ? Regardez les itinéraires des uns et des autres, vous n'y trouverez sur 25 années aucune situation, aucune motivation aucun sens possible à une quelconque idée de rivalité ou d'inimitié personnelles entre Mouloud Hamrouche et moi.

Sous la présidence de Houari Boumediène, puis celle de Chadli Bendjedid lorsque j'effectuais ma traversée du désert, nos itinéraires se sont si peu croisés, à proprement parler. Lors de ma mission de ministre des Finances durant la deuxième période de la présidence de Chadli Bendjedid, j'y suis venu contraint et forcé, rappelez-vous. Pour cette courte période, je vous ai narré les seuls soucis que je partageais avec Kasdi Merbah et les autres camarades ministres, c'est-à-dire la situation économique et sociale du pays. Mouloud Hamrouche était tout à son affaire du moment, à savoir l'élimination de Kasdi Merbah, l'obstacle le plus « évident », pour ne pas dire déclaré, sur son chemin vers le destin national. Est-ce à ce moment qu'il a commencé à me voir moi aussi comme un autre obstacle au moins potentiel ? C'est bien

possible. A sa nomination comme successeur de Kasdi Merbah, j'étais déjà partant des Finances, j'ai dit dans quelles circonstances.

Nommé aux Affaires étrangères par le président, je me trouvais dans une situation où j'étais en porte-à-faux, j'ai offert de tirer ma révérence. Rien d'autre. Je n'ai mené aucun combat contre mon prétendu rival. Et bien entendu je n'ai jamais agi contre sa personne en quoi que soit, ni encore moins par l'injure ni par la calomnie, ni par voie de machination. Je n'en ai ni la culture ni l'envie, ni les réseaux. Il faut dire les choses telles qu'elles se sont passées. *Last but not least*, il se dit « enfant du système » avec tout ce que cela implique comme avantages et comme inconvénients. Je me définis tout autrement. Je revendique mon indépendance et mon appartenance exclusive à l'Algérie. Une situation que j'assume pleinement. Parler d'une inimitié de ma part ou d'une compétition ou d'une rivalité mutuelle est absurde et insensé. C'est une mystification.

Je suppose que nous en avons terminé avec cet aspect.

Justement, avec l'ancien secrétaire général du FLN, Abdelhamid Mehri, vous avez rencontré de l'hostilité ?

J'ai le plus grand respect pour la personne de Abdelhamid Mehri et n'ai nourri aucune forme d'inimitié ou de ressentiment à son encontre. Il est un de mes aînés et une personne historique de notre lutte de Libération, respectable et respectée. Aux moments les plus forts de nos divergences, artificielles pour la plupart, je ne l'ai nullement perçu en adversaire ni ne me suis comporté comme tel à son égard. Je ne lui ai jamais imputé la responsabilité de mes déboires. Ces déboires furent le fait, non point du FLN mais d'un groupe qui a usurpé des structures du FLN et une part de ses moyens.

Je n'ai pas perçu Abdelhamid Mehri comme un adversaire encore moins comme un ennemi, ni au moment de mon exclusion en 1980 ni quand j'étais ministre des Affaires étrangères, ni quand j'étais chef du gouvernement. Je l'ai toujours regardé comme un personnage d'une honnêteté morale et politique impeccable, même quand je juge qu'il a été trompé à mon égard, en plusieurs circonstances : dans sa compréhension de ladite affaire El Paso, dans son acceptation de l'idée de rivalité d'ambitions personnelles avec Mouloud Hamrouche (« un combat de coqs » disait-il) ; dans les prétendues intentions malignes de noircir la situation qui ont été prêtées aux exposés que j'ai sur la situation financière du pays aux députés en juillet 1991 — les archives de l'APN sur les débats lèvent tout doute au sujet de telles intentions —, dans ma prétendue volonté de faire passer les candidats indépendants au détriment de ceux du FLN. En novembre 1991, c'est moi qui ai fait la plus grande campagne en faveur du FLN à travers le territoire national. Témoins ceux qui m'ont accompagné dans ma grande tournée de l'époque à travers tout le territoire ; notamment Ali Kafi, secrétaire général de l'Organisation des moudjahidines, et Abdelaziz Bouteflika, membre à l'époque comme moi du comité central du FLN.

J'ai voté dans ma circonscription pour le candidat FLN, une personne que je ne connaissais ni d'Ève ni d'Adam. Le fait que je ne croyais pas aux chances du FLN, un sentiment que connaissait bien Abdelhamid Mehri, n'impliquait pas mon inimitié vis-à-vis d'un parti auquel j'appartenais encore. Par ailleurs, si mon gouvernement s'est voulu indépendant de tous les partis, ce n'était pas par défiance ni ostracisme envers le FLN (j'avais maintenu au gouvernement trois membres de la direction politique du FLN, à titre personnel), mais pour que le gouvernement ne fût pas suspecté par les autres partis de favoritisme dans la préparation des élections. Au demeurant, j'ai cru comprendre que cela concordait avec la volonté de Abdelhamid Mehri, premier responsable du FLN, qui m'avait dit lors de mes consultations avec lui au siège de la présidence de la République, qu'il ne souhaitait pas que le parti fût impliqué dans la formation du gouvernement. Pour les mêmes raisons j'ai en même temps pris l'engagement qu'aucun de mes ministres ne serait candidat aux élections législatives.

**M. C. M.
(A suivre)**